

## **Avenant à la convention cadre au programme d'actions de prévention des inondations de l'estuaire de la Gironde pour les années 2022 à 2025**

Entre

L'État (Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des territoires), représenté par Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de la Gironde, Préfète pilote du PAPI Estuaire de la Gironde,

Et

Le Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde, représenté par Madame Françoise de ROFFIGNAC, Présidente, agissant en vertu des délibérations n°2021-04-01 et n°2021-03-06 du 19 mai 2021, porteur du PAPI, et de la délibération n°2021-04-07 du 31 mai 2021 (actions du PAPI),

Et

Le Conseil Départemental de la Gironde, représenté par Monsieur Jean-Luc GLEYZE, Président, agissant en vertu de la délibération n°2021.182.CP du 8 février 2021,

Et

Le Conseil Départemental de la Charente-Maritime, représenté par Madame Sylvie MARCILLY, Présidente, en application de la délibération du N°101 de l'Assemblée Départementale du 1er juillet 2021 portant élection de la Présidente du Département, agissant en vertu de la délibération du 16 septembre 2022,

Et

Le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, représenté par Monsieur Alain ROUSSET, Président, agissant en vertu de la délibération n° 2018.2308.CP du 23 novembre 2018,

Et

Bordeaux Métropole, représentée par Monsieur Alain ANZIANI, Président agissant en vertu de la délibération n°2021-509 du 29 septembre 2021,

Et

La Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique, représentée par Monsieur Vincent BARRAUD, Président, agissant en vertu de la délibération n° CC-210920-J1 du 20 septembre 2021 (Action 7.13) et la délibération n°CC-210920-J3 du 20 septembre 2021 (Actions 7.14 et 7.16),

Et

Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement des Dignes de la Gironde, représenté par Monsieur Philippe LABRIEUX, Président, agissant en vertu de la délibération du 5 avril 2022, (Délibération n°2022/04/0001) et la délibération du 2 août 2022 (délibération n°2022/05/0021),

Et

La Communauté de Communes du Grand Cubzaguais, représentée par Madame Valérie GUINAUDIE, Présidente, agissant en vertu de la délibération n°2021-112 du 1<sup>er</sup> octobre 2021,



La Communauté de Communes de Médoc Atlantique, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, Président, agissant en vertu de la délibération n°29072021-114 du 3 août 2021,

Et

Le Syndicat Mixte des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline, représenté par Madame Chrystel COLMONT DIGNEAU, Présidente, agissant en vertu des délibérations du 2 juillet 2019 (n°2019-15/ de 2019-17 à 2019-22) et la délibération du 6 décembre 2021 (n°2021-20),

Et

Le Syndicat Mixte des Bassins Versants des Jalles du Cartillon et de Castelnau, représenté par Monsieur Claude GANELON, Président, agissant en vertu de la délibération du 22 juillet 2022,

Et

Le Syndicat Mixte des Bassins Versants du Centre Médoc Gargouilh, représenté par Monsieur Jean-Marie FERON, Président, agissant en vertu de la délibération du 13 décembre 2021,

Et

Le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe du Medoc, représenté par Monsieur Jean-Luc PIQUEMAL, Président, agissant en vertu de la délibération du 2 août 2022 (n°L08-2022).

Ci-après désignés par « les partenaires du projet ».

## Préambule

L'estuaire de la Gironde est soumis à des phénomènes d'inondation complexes relatifs à la conjonction de plusieurs paramètres (marée, force et direction du vent, surcote océanique à l'embouchure, débit des 2 fleuves). Touchées gravement par les tempêtes Martin et Xynthia, les zones inondables concernent près de 30 000 habitants, de nombreuses industries et une centrale nucléaire. Les 350 kms de digues de protection édifiées au cours du temps sans vision d'ensemble, sont hétérogènes d'un point de vue de la hauteur et de l'état, et sont gérés par de nombreux acteurs souvent sans moyen technique ni financier. Les brèches dans les ouvrages, créées lors des événements météorologiques extrêmes, peuvent entraîner des inondations.

Depuis 2006 à l'initiative du Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'estuaire de la Gironde (SMIDDEST) et de l'Etat, une vision a émergé à l'échelle globale s'appuyant sur des études précises et des outils techniques pointus (le Référentiel Inondations Gironde) permettant une prise de conscience renforcée des élus locaux et de la population.

De janvier 2013 à mai 2015, le SMIDDEST a été porteur d'un PAPI d'intention durant lequel une série d'études a été menée pour améliorer la connaissance des enjeux et des risques. Ces études ont permis au SMIDDEST et à ses partenaires d'élaborer une stratégie globale de réduction de la vulnérabilité à l'échelle d'un bassin de risque cohérent. La stratégie a été présentée lors du comité de pilotage PAPI du 23 mars 2015 et a reçu l'aval de l'ensemble de ses membres. Le dossier de PAPI a été élaboré afin de mettre en application cette stratégie et faire aboutir les études conduites durant le PAPI d'intention. Le programme d'actions élaboré par le SMIDDEST et ses partenaires doit permettre de gérer l'inondabilité de manière globale et dans une perspective de développement durable, tout en favorisant le développement d'une conscience du risque des populations.

Suite à la labellisation du PAPI par la Commission Mixte Inondation (CMI) du 5 novembre 2015, **une convention cadre de partenariat a été signée le 4 juillet 2016**, entre toutes les parties concernées des actions dont le plan de financement était finalisé. Cette convention cadre était partielle dans la mesure où elle n'intégrait pas trois actions labellisées concernant des systèmes d'endiguements (action 7.12 : Protection du quartier de la Verrerie à Pauillac en Gironde, action 7.15 : Protection rapprochée des enjeux sur Barzan-Plage, et action 7.17 : Protection rapprochée des enjeux sur Chenac-Saint-Seurin-d'Uzet en Charente-Maritime). **La convention complémentaire du 5 février 2020**, d'un montant de 2 210 000 €HT, est venue compléter la convention initiale afin de permettre la réalisation des deux actions de protection des enjeux sur le territoire de la Charente-Maritime, l'une sur la commune de Barzan, l'autre sur celle de Chenac-Saint-Seurin-d'Uzet (actions 7.15 et 7.17).

Plusieurs motivations poussent aujourd'hui le SMIDDEST et ses partenaires à proposer un avenant au PAPI de l'Estuaire de la Gironde. Cette révision à mi-parcours du PAPI était prévue dans le déroulement du PAPI afin notamment d'intégrer de nouvelles actions, mais aussi de prendre en compte les SLGRI de Bordeaux et du littoral charentais qui étaient en cours d'élaboration et, plus classiquement, de proposer toute modification nécessaire pour réaliser le programme d'actions.

En effet, lors de la labellisation du PAPI initial, la CMI avait reporté à un examen ultérieur la labellisation de 6 actions d'amélioration de la protection du littoral charentais dans l'attente de la réalisation d'une étude complémentaire globale destinée à approfondir les différentes options envisageables en termes de protection et réduction de la vulnérabilité. Cette étude est aujourd'hui achevée et les actions correspondantes prêtes à être présentées en CMI. Plusieurs actions, inscrites dans l'axe 7 sur la gestion des ouvrages de protection hydraulique, sont concernées en Charente-Maritime : la réalisation d'études préliminaires et d'études permettant d'aboutir à un avant-projet sont toutefois prévues dans le présent avenant afin d'affiner la préparation de ces actions.

Les modifications législatives et réglementaires (modification du périmètre de certaines EPCI, nouvelle compétence GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations des EPCI, décret n° 2015-526 du 12 mai 2015) ont amené les collectivités locales à s'organiser différemment (modification du périmètre de la plupart des EPCI) et à s'investir dans la gestion du risque inondation. La nouvelle compétence GEMAPI a également donné l'occasion aux EPCI de structurer sur leur territoire la gestion des systèmes d'endiguements potentiels. De nouveaux projets, portés par les autorités gemapiennes, ont ainsi émergé depuis 2015, et nécessitent la réalisation d'études avant des travaux dans le cadre d'un second PAPI. Ainsi, les EPCI ont fait le choix soit de s'intégrer dans des actions préexistantes pour développer des compétences n'ont encore prises en charge par leur structure, soit de créer une nouvelle action afin de définir les modalités d'intervention sur leur système d'endiguement.

Le PAPI présente un taux d'avancement globalement correct, avec une implication affirmée des différents acteurs. Toutefois, un délai supplémentaire de trois ans permettra à certaines actions de s'achever correctement.

La dynamique actuelle d'appropriation du risque inondation sur le territoire de l'estuaire, confirme la nécessité de préparer un nouveau PAPI, dont une des composantes essentielles sera l'évolution de la stratégie de gestion du risque pour prendre en considération, les SLGRI validées sur le territoire, les enseignements des difficultés de mise en œuvre du PAPI actuel, les effets du changement climatique sur le niveau de protection et les positions des nouvelles gouvernances du territoire. Des nouvelles démarches et études sont indispensables pour préparer ce PAPI, à la fois en matière de stratégie et de définition d'actions de planification, de prévision/d'alerte et/ ou de renforcement des systèmes d'endiguement. La fiche action 1.6 du PAPI actuel qui prévoyait, pour partie, ces études et démarches nécessaires à la préparation d'un second PAPI, a été renforcée.

Par ailleurs, au cours de la réalisation du PAPI, certaines modifications réglementaires sont intervenues

ou certains contextes ont évolué et nécessitent désormais la modification du contenu des actions. Certains plans de financement ont également été modifiés entre co-financeurs. Ces modifications n'entraînent pas d'évolution dans la stratégie générale du programme. Le tableau financier est modifié suite au bilan de réalisation et aux ajustements dans la liste des actions

#### Article 1 - Périmètre géographique du projet

Le présent avenant ne modifie pas le périmètre géographique du PAPI défini dans la convention initiale du 4 juillet 2016.

#### Article 2 – Champs de la présente convention

La présente convention modifie et fusionne la convention cadre initiale signée le 4 juillet 2016, et la convention complémentaire du 5 février 2020.

Ces modifications portent essentiellement sur le délai de mise en œuvre du PAPI (cf. articles 3), le contenu du programme d'actions et leur maîtrise d'ouvrage (cf. articles 6), le montant et l'échéancier prévisionnel du programme d'actions (cf. articles 7) pour tenir compte des évolutions du PAPI présentées dans le rapport de présentation de l'avenant n°1, cf. annexe 1.

#### Article 3 - Durée de la convention-

Le présent avenant prolonge le délai de mise en œuvre du PAPI d'une durée de 3 ans. Le PAPI devait se conclure initialement jusqu'en 2022 et il est proposé de le prolonger jusqu'en 2025 pour permettre la bonne réalisation de l'ensemble des nouvelles actions intégrées au programme.

La convention modifiée entre en vigueur à compter de sa signature par les partenaires du projet. Elle sera communiquée pour information à l'ensemble des parties prenantes encore existantes de la convention initiale et de la convention complémentaire, et dont certains ne sont plus concernés du fait des transferts de compétence GEMAPI.

#### Article 4 - Cadre juridique

Les principaux textes applicables dans le cadre de la présente convention sont rappelés ci-après :

- Directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite Directive Inondation
- Stratégie nationale de gestion des risques d'inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
- Plan de gestion des risques d'inondation 2022-2027 du bassin Adour-Garonne approuvé par l'arrêté du 10 mars 2022 ;
- Stratégies locales de gestion des risques d'inondation concernant le TRI de Bordeaux et celui du Littoral charentais,
- Code de l'environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 561-1 et suivants ;
- Article 128 de la loi de finances n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 pour 2004 ;
- Article 136 de la loi de finances n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 pour 2006 ;
- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2019 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne approuvé par l'arrêté du 10 mars 2022,
- Arrêté du 30 août 2013 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux « Estuaire de la Gironde et des milieux associés » ;
- Cahier des charges relatif à la labellisation des PAPI de 2011 ; le présent avenant s'inscrivant dans la continuité de la convention du 4 juillet 2016 qui relevait des dispositions du cahier des charges PAPI 2
- Instruction du Gouvernement du 14 janvier 2015, relative aux conditions de financement des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) et des opérations d'endiguement « Plan de submersions Rapides » concernant le respect, par les maires, de leurs obligations d'information préventive et de réalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS) ;
- Avis favorable avec réserves de la Commission Mixte Inondation du 5 novembre 2015.
- Instruction du Gouvernement du 29 juin 2017 relative au dispositif de labellisation « PAPI 3 ».
- Loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;
- Instruction du Gouvernement du 29 juin 2017 relative au dispositif de labellisation « PAPI 3 » ;
- Décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- Cahier des charges « PAPI 3 » ; et sa révision de janvier 2021 ;
- Instruction interministérielle du 10 Mai 2021 portant mise en œuvre du cahier des charges de l'appel à projets relatif aux programmes d'action de prévention des inondations « PAPI 3 2021 ».

#### Article 4 bis – Cadre juridique bis

La modification d'un PAPI déjà labellisé au moment de l'entrée en vigueur d'un nouveau cahier des charges, et ne remettant pas en cause l'économie générale du programme initial, donne lieu à la signature d'un avenant simple selon les conditions du cahier des charges qui était applicable lors de sa labellisation. Le PAPI complet ayant été élaboré et labellisé dans le cadre du cahier des charges PAPI 2, le présent avenant PAPI ne relèvera pas du cahier des charges PAPI 3, à l'exception des clauses de simplification administrative.

#### Article 5 - Objectifs du projet de prévention des inondations

En s'engageant à soutenir ce projet de prévention des inondations, les acteurs cosignataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations selon le programme d'actions décrit ci-après.

Par la mise en œuvre des actions de ce programme d'actions, les partenaires du projet s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.



## Article 6 - Contenu du programme d'action et maîtrise d'ouvrage

Parmi les sept axes d'action définis par le cahier des charges « PAPI 3 2021 », le programme d'actions du projet objet de la présente convention a retenu les 7 axes d'intervention :

- Axe 1 : amélioration de la connaissance et la conscience du risque
- Axe 2 : surveillance, prévision des crues et des inondations
- Axe 3 : alerte et gestion de crise
- Axe 4 : prise en compte du risque d'inondation dans l'urbanisme
- Axe 5 : actions de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes
- Axe 6 : ralentissement des écoulements
- Axe 7 : gestion des ouvrages de protection hydraulique

Auxquels est ajouté un axe 0 (transversal) correspondant à l'animation du PAPI.

Le programme d'action avenant est défini dans les fiches jointes en annexe 5 de la présente convention. Des fiches précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action. Les lettres d'intention et/ou délibérations des maîtres d'ouvrage de chaque action modifiée sont également présentes en annexe 9.

Le présent avenant acte la modification de certains maîtres d'ouvrage du fait de la mise en œuvre de la GEMAPI et des transferts de maîtrise d'ouvrage que l'application de cette compétence a entraînés, dont la disparition de certains syndicats.

## Article 7- Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations

Le présent avenant vient modifier le montant global du PAPI (convention cadre + convention complémentaire) pour tenir compte de l'évolution du programme d'actions. Ainsi, le coût total du programme était de 73 303 076 € TTC, après avenant, il s'élève à **60 381 696 € TTC**. Ce coût global se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

Axe 0	564 000 € TTC
Axe 1	<b>1 140 200 € TTC</b>
Axe 2	132 000 € TTC
Axe 3	<b>342 000 € TTC</b>
Axe 4	312 000 € TTC
Axe 5	<b>10 295 680 € TTC</b>
Axe 6	2 232 000 € TTC
Axe 7	<b>45 363 816 € TTC</b>
TOTAL	<b>60 381 696 € TTC</b>

La répartition financière entre chaque partenaire est le suivant : (€) :

Avenant à la convention cadre relative au programme d'actions de prévention des inondations  
de l'Estuaire de la Gironde pour les années 2022 à 2025

ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

Maître d'Ouvrage	Coût HT	Coût TTC	Coût global	MO (Part TTC)	Etat BOP 181 (Part TTC)	Etat FPRNM (Part TTC)	Conseil Régional N <sup>o</sup> Aquitaine (**) (Part TTC)	Conseil Départemental 17 (Part TTC)
SMIDDEST (*)	1 370 666,67	1 644 800,0	1 644 800,0	914 200,0	225 600,0	505 000,0	0,0	0,0
Bordeaux Métropole (*)	40 153 865,8	48 184 638,0	40 643 065,8	29 220 982,8	0,0	18 963 655,2	0,0	0,0
Conseil Départemental de la Gironde	126 000,0	151 200,0	151 200,0	117 600,0	0,0	33 600,0	0,0	0,0
Communauté de communes Médoc Atlantique	370 834,0	445 000,8	378 334,0	222 500,4	0,0	222 500,4	0,0	0,0
SMBVJCC	60 000,0	72 000,0	72 000,0	36 000,0	0,0	36 000,0	0,0	0,0
SMBVCMG	41 666,67	50 000,0	50 000,0	25 000,0	0,0	25 000,0	0,0	0,0
SMBVAM	2 116 666,67	2 540 000,0	2 125 000,0	1 497 400,0	0,0	1 042 600,0	0,0	0,0
Grand Cubzaguais Communauté de Commune	404 790,0	485 748,0	404 790,0	254 662,8	0,0	231 085,2	0,0	0,0
SIBV de la Pointe Médoc	512 590,0	615 108,0	512 590,0	360 064,8	0,0	255 043,2	0,0	0,0
SYMADIG	2 400 000,0	2 880 000,0	2 400 000,0	1 224 000,0	0,0	1 440 000,0	0,0	216 000,0
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	2 761 000,0	3 313 200,0	2 761 000,0	728 760,0	0,0	1 391 400,0	530 400,0	662 640,0
<b>Total</b>	<b>50 318 079,8</b>	<b>60 417 694,8</b>	<b>51 178 779,8</b>	<b>34 601 170,8</b>	<b>225 600,0</b>	<b>24 145 884,0</b>	<b>530 400,0</b>	<b>878 640,0</b>

(\*) Concernant l'action 1.9 pilotée par le CEREMA, les coûts (36000 € TTC) en sont intégralement supportés par le SMIDDEST et Bordeaux Métropole : les montants correspondants sont donc ventilés avec les coûts afférents à chacun de ces Maîtres d'Ouvrage dans le tableau de répartition ci-dessus. C'est également la raison pour laquelle le CEREMA n'est pas signataire de la convention

(\*\*) Pour la Région Nouvelle-Aquitaine, les subventions ont déjà fait l'objet de délibérations d'attribution (en HT) et le présent avenant n'aura aucune incidence financière sur les financements déjà acquis.

L'échéancier prévisionnel de l'engagement des dépenses est le suivant : (€ TTC) :

Maître d'Ouvrage	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
SMIDDEST	33 840,0	67 976,0	33 840,0	43 840,0	64 640,0	93 840,0	60 000,0	213 408,0	229 408,0	73 408,0	914 200,0
Bordeaux Métropole		50 000,0	5 790 000,0	4 389 457,0	952 610,0	758 134,0	3 579 099,3	8 570 512,9	5 085 584,8	45 584,8	29 220 982,8
Conseil Départemental de la Gironde						59 500,0	30 000,0	28 100,0			117 600,0
Communauté de communes Médoc Atlantique							48 950,4	117 400,0	56 150,0		222 500,4
SMBVJCC							15 000,0	21 000,0			36 000,0
SMBVCMG							10 000,0	15 000,0			25 000,0
SMBVAM					139 200,0	184 800,0	161 200,0	572 700,0	192 500,0	247 000,0	1 497 400,0
Grand Cubzaguais Communauté de Commune								115 000,0	139 662,8		254 662,8
SIBV de la Pointe Médoc					15 000,0	78 000,0	46 043,2	104 000,5	117 021,1		360 064,8
SYMADIG							80 800,0	342 678,0	334 178,0	466 344,0	1 224 000,0
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique					12 000,0	80 000,0	83 200,0	157 680,0	209 040,0	186 840,0	728 760,0
Etat (BOP181)	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	22 560,0	225 600,0
Etat (FPRNM)		50 000,0	4 700 000,0	3 391 651,0	510 110,0	1 001 518,0	2 626 481,2	6 904 981,2	3 778 031,1	1 183 111,1	24 145 883,6
Conseil Départemental Charente Maritime					12 000,0	80 000,0	100 700,0	202 040,0	297 060,0	186 840,0	878 640,0
Région Nouvelle-Aquitaine		24 417,0			12 000,0	80 000,0	10 035,7	101 375,7	206 395,8	96 175,8	530 400,0
<b>Total</b>	<b>56 400,0</b>	<b>214 953,0</b>	<b>10 546 400,0</b>	<b>7 847 508,0</b>	<b>1 740 120,0</b>	<b>2 438 352,0</b>	<b>6 874 069,8</b>	<b>17 488 436,3</b>	<b>10 667 591,6</b>	<b>2 507 863,7</b>	<b>60 381 694,4</b>

Le tableau financier en annexe 6 de la présente convention détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

Le SMIDDEST prendra à sa charge la part du financement de l'Agence de l'Eau pour l'animation du PAPI en cas de non-obtention de celle-ci.

## Article 8 - Propriété intellectuelle

Le porteur de projet (ci-après désignée le Maître d'ouvrage) de chacune des actions de la présente convention s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, données SIG, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein des programmes objets de la présente convention sont mis à la disposition des signataires et des co-financeurs de l'action concernée.

Ces partenaires pourront utiliser librement ces données pour la réalisation de leurs missions d'intérêt

général. Ce droit d'accès est consenti à titre gratuit et sous réserve du respect des dispositions de la présente convention et notamment des dispositions suivantes :

- La concession d'un droit d'accès aux bases de données à un demandeur extérieur (ci-après désigné le « Bénéficiaire ») devra être autorisée par le maître d'ouvrage. Le « Bénéficiaire » adressera une demande écrite détaillée auprès du maître d'ouvrage. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée par le maître d'ouvrage.
- Le Bénéficiaire des données s'engage à les accepter telles qu'elles lui sont fournies et à les utiliser uniquement conformément à sa demande et pour ses besoins propres. Il ne peut se prévaloir d'un usage exclusif sur les données fournies. La concession d'un droit d'accès aux bases de données à un demandeur extérieur ne l'autorise pas à distribuer les données reçues à des tiers et à les concéder dans des relations commerciales avec des tiers.

L'ensemble des maîtres d'ouvrage et des partenaires financiers s'engagent à imposer à leur personnel, aux personnes travaillant sous leur autorité ainsi qu'à leurs sous-traitants, le respect des dispositions du présent article.

#### Article 9 - Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par la présente convention sont prises par les Parties dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Le paiement des subventions au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour ces actions relatives aux systèmes d'endiguement est notamment conditionné pour la partie travaux à la délivrance de l'autorisation environnementale au titre de la rubrique 3.2.6.0 « loi sur l'eau » (« ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions - système d'endiguement au sens de l'article R 562-13(A) ») du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, le versement du solde de la subvention du FPRNM de toute opération de travaux hydrauliques (travaux relevant des axes 6 « Gestion des écoulements » et 7 « Gestion des ouvrages hydrauliques » du cahier des charges PAPI 2) est conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

- a) Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l'article L.731-3 du code de la sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;
- b) Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l'article R.125-11 du code de l'environnement, consultable en mairie ou sur internet ;
- c) Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa de l'article L.125-2 du code de l'environnement ;
- d) Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l'article R.125-12 du code de l'environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;
- e) Repères de crue posés et entretenus conformément aux articles L.563-3 et R.563-12 du code de l'environnement (dont l'inventaire est inclus dans le document d'information communal des risques majeurs).

Les décisions attributives de subvention au titre du FPRNM intégreront ces conditions.



## Article 10 - Suivi administratif du PAPI

Le porteur de projet et les services de l'État renseignent l'outil SAFPA (Suivi Administratif et Financier des PAPI, disponible sous : [www.safpa.fr](http://www.safpa.fr)) au fur et à mesure de l'avancement et, le cas échéant, des évolutions du programme.

Notamment, chaque début d'année (N), une situation-projet de l'année (N-I) est renseignée avant l'échéance fixée par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR). Pour ce faire, le porteur de projet intègre dans SAFPA toutes les informations nécessaires concernant l'avancement physique de chaque action du programme, ainsi que les prévisions de besoins de crédits du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), en lien avec les services de l'État.

## Article 11 - Coordination, programmation, et évaluation

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations, les Partenaires du projet coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage qui se réunit autant que de besoins.

Le comité de pilotage constitué conformément au cahier des charges des PAPI dans le cadre de la convention initiale à laquelle cet avenant se rattache assurera également la coordination, la programmation et l'évaluation des actions inscrites à l'avenant. Les parties prenantes de la présente convention sont déjà membres du Copil. Le comité de pilotage présidé conjointement par le préfet de Gironde ou son représentant et par le président du syndicat mixte pour le développement durable de l'estuaire de la Gironde ou son représentant. La composition du comité de pilotage a évolué suite à des évolutions législatives et contextuelles. Sa nouvelle composition est présentée en Annexe 3.

Le secrétariat est assuré par le Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde.

Le comité de pilotage s'assure de l'avancement des différentes composantes du programme d'actions et veille au maintien de la cohérence du programme dans les différentes étapes annuelles de sa mise en œuvre. En particulier, il assure le suivi des indicateurs destinés à apprécier l'efficacité des actions menées. Il participe à la préparation de la programmation des différentes actions et est tenu informé des décisions de financement prises et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions. Il peut décider le cas échéant de procéder à l'adaptation ou à la révision du programme d'actions.

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par un comité technique.

## Article 12- Animation et mise en œuvre de la présente convention

L'animation de la présente convention ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage du PAPI de l'estuaire de la Gironde sont assurées par le comité technique mis en place dans le cadre de la convention du 4 juillet 2016, et complété par celle du 5 février 2020, composé des représentants des financeurs, des maîtres d'ouvrages, auquel participent les partenaires de la présente convention. Le comité technique se réunit autant que de besoin et de façon systématique avant les réunions du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l'avancement de la réalisation du programme d'actions, de l'évolution des indicateurs et de toute difficulté éventuelle dans la mise en œuvre des actions.

Le comité technique peut se faire communiquer tous les documents, études ou informations relatives à la mise en œuvre du programme détenu par les maîtres d'ouvrage. La composition du comité technique a évolué à la suite des évolutions législatives et contextuelles. Sa nouvelle composition est présentée en Annexe 4.

Le secrétariat est assuré par le Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde.

### Article 13 - Renseignement de bases de données

Lorsqu'une base de données nationale existe, les données collectées dans le cadre de la démarche PAPI y seront bancarisées :

- les données collectées dans l'étude historique menée lors du diagnostic doivent être saisies dans la Base de Données Historiques sur les Inondations (BDHI) (<https://bdhi.developpement-durable.gouv.fr>) pour être capitalisées. Une « note méthodologique à destination des services État et collectivités » est disponible sur le site de la BDHI dans le menu Aide/documentation.
- les données relatives aux laisses de mer et aux repères de crues doivent être versées par les collectivités dans la base nationale des repères de crues : <http://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr>
- les données hydrométriques seront versées sur la plateforme hydro centrale (PHyC), accessible par le portail Hydroportail qui remplace la BanqueHydro. Les données doivent être versées au format xml Sandre Hydrométrie.

Les données collectées dans l'étude historique menée lors du diagnostic seront saisies par le porteur de projet dans la Base de Données Historiques sur les Inondations (BDHI) (<http://www.bdhi.fr>) pour être capitalisées.

### Article 14- Concertation

La mise en œuvre du projet a fait l'objet d'une concertation avec les parties prenantes concernées, comme défini dans la convention initiale, dans le cadre du comité de pilotage du 6 juillet 2021 et de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Estuaire du 1 juin 2021. Un bilan de l'avancée du dossier de PAPI est également effectué chaque année en CLE et en COPIL avec la présentation des actions en cours et à venir.

Enfin la concertation s'effectue également selon les modalités prévues dans les fiches des différentes actions.

### Article 15 - Révision de la convention

Les modifications ne remettant pas en cause l'économie générale du projet font l'objet d'un avenant simple, c'est à dire sans nouvelle labellisation. Ces modifications concernent notamment :

- la prolongation de la convention PAPI,
- la modification du porteur de projet ou de maîtres d'ouvrage d'actions,
- la modification de plans de financement (sans évolution du coût des actions),
- le retrait d'actions à la convention PAPI sans remise en cause de l'économie générale du projet,
- les modifications du contenu ou du coût des actions PAPI (hors axes 6 et 7 soumis à AMC/ACB),
- la modification de la nature ou du coût des travaux modifiant de manière non significative les résultats d'AMC/ACB (axes 6 et 7) et inférieur à 3 millions d'euros,
- l'ajout d'actions à la convention PAPI sans remise en cause de l'économie générale du projet.

Les modifications remettant en cause la stratégie initiale ou engendrant une évolution significative de l'enveloppe financière, prévoyant enfin l'abandon ou au contraire l'ajout d'actions importantes, feront l'objet d'un avenant soumis à un nouvel avis de labellisation puis à un nouveau courrier de labellisation.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut demander un avenant. Le comité technique évalue l'opportunité de l'avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant.

Seuls les co-financeurs concernés par les modifications présentées par le présent avenant, signent l'avenant à la convention du PAPI. Les autres co-financeurs, sont informés par courrier du porteur de projet.

#### Article 16 - Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par suite de désaccord entre les partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté en comité de pilotage. Elle fera l'objet d'une saisine des assemblées délibérantes de chacun des partenaires et d'une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation a la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions d'achèvement des opérations en cours d'exécution.

#### Article 17 – Litiges

En cas de litige sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Bordeaux.

#### Article 18 - Liste des annexes à l'Avenant à la Convention

Annexe 1 : Rapport d'avenant

Annexe 2 : Liste des communes concernées par le présent avenant et mise à jour des EPCI du périmètre du PAPI, Cartographie associée des EPCI et des communes du périmètre du PAPI de l'Estuaire de la Gironde

Annexe 3 : Mise à jour de la liste des membres du comité de pilotage

Annexe 4 : Mise à jour de la liste des membres du comité technique

Annexe 5 : Programme d'actions : fiches actions

Annexe 6 : Tableaux financiers par action et échéancier

Annexe 7 : Planning prévisionnel

Annexe 8 : Bilan technique

Annexe 9 : Les délibérations et lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et co-financeurs.

Fait à Bordeaux en 14 exemplaires,

Ci-après les 14 signataires, partenaires du projet :

- L'État représenté par Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de la Gironde,
- Le Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde, représenté par Madame Françoise de ROFFIGNAC, Présidente.
- Le Conseil Départemental de la Gironde, représenté par Monsieur Jean-Luc GLEYZE, Président,
- Le Conseil Départemental de la Charente-Maritime, représenté par Madame Sylvie MARCILLY, Présidente,
- Le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine, représenté par Monsieur Alain ROUSSET, Président,
- Bordeaux Métropole, représentée par Monsieur Alain ANZIANI, Président,
- La Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique, représentée par Monsieur Vincent BARRAUD, Président,
- Le Syndicat Mixte pour l'Aménagement des Dignes de la Gironde, représenté par Monsieur Philippe LABRIEUX, Président,
- La Communauté de Communes du Grand Cubzaguais, représentée par Madame Valérie GUINAUDIE, Présidente,
- La Communauté de Communes de Médoc Atlantique, représentée par Xavier PINTAT, Président,
- Le Syndicat Mixte des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline, représenté par Madame Chrystel COLMONT DIGNEAU, Présidente,
- Le Syndicat Mixte des Bassins Versants des Jalles du Cartillon et de Castelnau, représenté par Monsieur Claude GANELON, Président,
- Le Syndicat Mixte des Bassins Versants du Centre Médoc Gargouilh, représenté par Monsieur Jean-Marie FERON, Président,
- Le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc, représenté par Monsieur Jean-Luc PIQUEMAL, Président,

**Pour l'État (Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des territoires),**

Madame Fabienne BUCCIO,  
Préfète de la Gironde,

Le



Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde,**

Madame Françoise de ROFFIGNAC,

Présidente,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Conseil Départemental de la Gironde,**

Monsieur Jean-Luc GLEYZE,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE



**Pour le Conseil Départemental de la Charente-Maritime,**

Madame Sylvie MARCILLY,

Présidente,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine,**

Monsieur Alain ROUSSET,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour Bordeaux Métropole,**

Monsieur Alain ANZIANI,

Président

Le



Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique,**

Monsieur Vincent BARRAUD,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Syndicat Mixte pour l'Aménagement des Dignes de la Gironde,**

Monsieur Philippe LABRIEUX,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE



**Pour la Communauté de Communes du Grand Cubzaguais,**

Madame Valérie GUINAUDIE,

Présidente,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour la Communauté de Communes de Médoc Atlantique,**

Monsieur Xavier PINTAT,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Syndicat Mixte des Bassins Versants de l'Artigue et de la Maqueline,**

Madame Chrystel COLMONT DIGNEAU,

Présidente,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Syndicat Mixte des Bassins Versants des Jalles du Cartillon et de Castelnau,**

Monsieur Claude GANELON,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE



Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Syndicat Mixte des Bassins Versants du Centre Médoc Gargouilh,**

Monsieur Jean-Marie FERRON,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE

**Pour le Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc,**

Monsieur Jean-Luc PIQUEMAL,

Président,

Le

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20221110-D10112022139-DE